

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 3237

[C — 2003/29413]

17 JUILLET 2003. — Décret portant modification des décrets du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et du 17 mars 1997 fixant le statut des commissaires auprès des Hautes Ecoles (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modificatives du chapitre IV du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Article 1^{er}. Une section 1^{re}, regroupant les articles 35 à 44, intitulée comme suit, est insérée dans le chapitre IV du décret du 9 septembre 1996, relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française :

« *Section 1^{re}. — Des commissaires* ».

Art. 2. L'article 35 du même décret est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « quatre commissaires » sont remplacés par les mots « cinq commissaires »;

2° il est ajouté deux alinéas rédigés comme suit :

« Les commissaires sont nommés à titre définitifs et affectés auprès de Hautes Ecoles fixées par le Gouvernement pour une période de cinq ans, renouvelable à terme fixe. Les personnes qui, le cas échéant, sont appelées à remplacer le titulaire de la fonction poursuivent cette affectation jusqu'au retour du titulaire.

Le commissaire, ou s'il échet, son remplaçant est réputé titulaire du grade de directeur général adjoint du ministère de la Communauté française ou d'un grade équivalent de rang 15. »

Art. 3. L'article 36 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 36. Chaque commissaire est affecté auprès de plusieurs Hautes Ecoles.

Les Hautes Ecoles visées par chaque affectation relèvent au moins de deux réseaux d'enseignement et de deux caractères différents.

Tout renouvellement d'une affectation doit compter au moins une Haute Ecole non concernée par l'affectation précédente.

Outre la liste des Hautes Ecoles qui y est expressément mentionnée, l'affectation peut intégrer tout développement utile à la mission de contrôle qu'elle confère. »

Art. 4. L'article 39 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 39. Les commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles jouissent du statut pécuniaire du directeur de l'enseignement supérieur de type long en fonction avant le 1^{er} septembre 1996. »

Art. 5. A l'article 41 du même décret, il est inséré entre le 3^e et le 4^e alinéa, un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« A leur demande, les commissaires peuvent en outre assister aux réunions du Conseil d'administration de la Haute Ecole, des organes de gestion et du Conseil social. Ils y ont voix consultative. »

Art. 6. A l'article 42 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, les mots « au § 3 » sont remplacés par les mots « aux §§ 3 et 5 »;

2° il est ajouté un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Par dérogation aux paragraphes 3 et 4, alinéa 1^{er}, le Gouvernement se prononce directement sur le recours d'un commissaire relatif à la régularité de l'inscription ou de l'admissibilité au financement d'un étudiant. »

Art. 7. Dans le même décret, la section suivante est insérée après l'article 44 :

« *Section 2. — Du Collège des commissaires*

Art. 44bis. § 1^{er}. Il est institué un Collège des commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles composé comme suit :

1° des cinq commissaires auprès des Hautes Ecoles;

2° de l'administrateur général dirigeant l'administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique du ministère de la Communauté française ou de son délégué.

L'administrateur général dirigeant l'administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique du ministère de la Communauté française ou son délégué participe aux réunions du Collège avec voix consultative.

Le Collège des commissaires peut inviter un délégué du Gouvernement à participer à ses réunions avec voix consultative.

§ 2. Le Collège des commissaires décide, par consensus, de toutes les mesures utiles en vue :

1° de la mise en œuvre cohérente et de la coordination du contrôle des Hautes Ecoles;

2° du bon fonctionnement général de ce contrôle notamment par l'affectation des moyens tant matériels qu'humains mis à disposition commune des commissaires;

3° du règlement des questions ponctuelles qui lui sont soumises à cette fin par le Gouvernement.

Si aucun consensus ne peut être dégagé au sein du Collège et si cette absence de consensus est de nature à être préjudiciable à la cohérence ou au bon fonctionnement du contrôle des Hautes Ecoles, le Gouvernement prend les décisions nécessaires pour y remédier.

§ 3. Le Collège des commissaires est en outre chargé d'informer le Gouvernement et de lui donner avis, d'initiative ou à sa demande, sur toute question en rapport avec le contrôle des Hautes Ecoles.

A défaut de consensus, les avis expriment les différentes opinions exposées au sein du Collège.

§ 4. Le Collège des commissaires se réunit d'initiative au moins une fois par trimestre. Il se réunit en outre à tout moment à la demande du Gouvernement.

§ 5. Pendant la durée de chaque affectation, le Collège des commissaires est présidé successivement, par période d'un an, par chacun des commissaires, du plus ancien en fonction au plus jeune ou, à défaut d'applicabilité de ce critère, de la manière établie par le Collège lui-même.

Le Collège des commissaires fixe les modalités d'organisation de son secrétariat compte tenu des moyens tant matériels qu'humains mis à disposition des commissaires et établit son règlement d'ordre intérieur.

Ce règlement doit en tout cas compléter les modalités de présidence du Collège, organiser les procédures de fonctionnement par consensus et déterminer la forme que doivent revêtir les décisions prises par le Collège ainsi que la publicité qui doit leur être donnée.

Ce règlement est soumis au Gouvernement pour approbation.

§ 6. Le Collège des commissaires fait annuellement rapport au Gouvernement.

Ce rapport contient la description de ses activités, son évaluation des procédures de contrôle pour l'année écoulée et ses suggestions pour l'année à venir.

§ 7. Le Gouvernement peut fixer les modalités de coordination des travaux du Collège des commissaires avec ceux d'autres instances exerçant dans le secteur de l'enseignement des compétences analogues ou parallèles et créer les structures nécessaires à cette fin. »

Art. 8. Un article *45bis* rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Art. *45bis*. Jusqu'au 14 septembre 2003, par dérogation à l'article 39 du présent décret, le statut pécuniaire du directeur de l'enseignement supérieur de type court en fonction avant le 1^{er} septembre 1996 est appliqué aux commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles pendant les 6 premières années suivant leur désignation. »

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives du décret du 17 mars 1997*
fixant le statut des commissaires auprès des Hautes Ecoles

Art. 9. A l'article 1^{er} du décret du 17 mars 1997 fixant le statut des commissaires auprès des Hautes Ecoles, les mots « auprès des Hautes Ecoles de caractère confessionnel ou un des commissaires auprès des Hautes Ecoles de caractère non confessionnel » sont supprimés.

Art. 10. Un chapitre *Iibis*, rédigé comme suit, est inséré après l'article 5 du même décret :

« CHAPITRE *Iibis*. — *De l'exercice des fonctions par affectation de cinq ans*

Art. *5bis*. La fonction de commissaire s'exerce par affectation de cinq ans.

Les affectations de l'ensemble des commissaires débutent et prennent fin nécessairement à la même date. »

Art. 11. A l'article 23, du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« 10° s'il refuse une affectation sans motif valable;

11° s'il est nommé à une autre fonction. »

2° Un alinéa 3, rédigé comme suit, est ajouté :

« En cas de démission d'office, sans préjudice des dispositions prévues au chapitre IV du présent décret, le commissaire est entendu par une commission instituée à cet effet, composée d'un délégué du Gouvernement, de l'administrateur général dirigeant l'administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique du ministère de la Communauté française et de l'administrateur général dirigeant l'administration générale des personnels de l'enseignement. »

Art. 12. L'article 26 du même décret est complété comme suit :

« En outre, le commissaire peut obtenir un congé pour exercer un mandat au sein des services des Gouvernements de l'Etat fédéral, de Communauté et de Région, des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ou des personnes morales de droit public qui en dépendent. »

Art. 13. Un chapitre *VIIbis*, rédigé comme suit, est inséré après l'article 32 du même décret :

« CHAPITRE *VIIbis*. — *Du remplacement des commissaires absents*

Art. *32bis*. En cas d'absence d'un commissaire, le Gouvernement pourvoit, s'il échet, à son remplacement. Le remplaçant est désigné jusqu'au retour du titulaire de la fonction.

La qualité de remplaçant ne confère aucun droit à une nomination à titre définitif. »

CHAPITRE III. — *Dispositions, transitoires, abrogatoire et finales*

Art. 14. La première affectation des commissaires débute le jour d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 15. L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2000 relatif aux tâches de contrôle des commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est supprimé.

Art. 16. Le présent décret entre en vigueur le 15 septembre 2003 à l'exception des articles 4 et 8 qui produisent leurs effets au 1^{er} septembre 1996.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
D. DUCARME

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 426-1. — Amendements de commission, n° 426-2. — Rapport, n° 426-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 15 juillet 2003.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3237

[C — 2003/29413]

17 JULI 2003. — **Decreet houdende wijziging van de decreten van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen van 17 maart 1997 tot vaststelling van het statuut van de commissarissen bij de Hogescholen (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen van hoofdstuk IV van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen*

Artikel 1. Er wordt een afdeling 1, ter groepering van de artikelen 35 tot 44, luidend als volgt, ingevoegd in hoofdstuk IV van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen :

"Afdeling 1. — De commissarissen".

Art. 2. Artikel 35 van hetzelfde decreet wordt als volgt gewijzigd :

1° in lid 1, worden de woorden "vier commissarissen" vervangen door de woorden "vijf commissarissen";

2° er wordt twee leden toegevoegd, luidend als volgt :

« De commissarissen worden vast benoemd en aangewezen bij de Hogescholen gekozen door de Regering voor een periode van vijf jaar die hernieuwbaar is op vaste termijn. De personen, die, desgevallend, de titularis van het ambt moeten vervangen, blijven deze aanwijzing bekleden tot de terugkeer van de titularis.

De commissaris, of desnoods, zijn vervanger, zijn geacht de graad te bekleden van adjunct-directeur-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of een gelijkwaardige graad van rang 15. »

Art. 3. Artikel 36 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 36. Iedere commissaris wordt bij meerdere hogescholen aangewezen.

De hogescholen betrokken bij iedere aanwijzing ressorteren minstens onder twee onderwijsnetten en twee aarden onderwijs.

Elke vernieuwing van een aanwijzing moet minstens een hogeschool tellen die niet betrokken was bij de vorige aanwijzing.

Naast de lijst van de hogescholen die er uitdrukkelijk bij vermeld is, kan de aanwijzing ook elke ontwikkeling integreren die nodig is voor de verwezenlijking van de toezichtopdracht die zij toekent".

Art. 4. Artikel 39 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 39. De commissarissen van de Regering bij de hogescholen genieten hetzelfde geldelijk statuut als een directeur van het hoger onderwijs van het lange type in dienst voor 1 september 1996. »

Art. 5. In artikel 41 van hetzelfde decreet, wordt tussen leden 3 en 4 een nieuw lid ingevoegd, opgesteld als volgt :

« Op hun aanvraag, kunnen de commissarissen de vergaderingen bijwonen van de Raad van bestuur van de hogeschool, van de beheersorganen en de Maatschappelijke raad. Ze hebben er raadgevende stem. »

Art. 6. In artikel 42 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, worden de woorden "in § 3" vervangen door de woorden "in §§ 3 en 5";

2° er wordt een paragraaf 5 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 5. In afwijking van de paragrafen 3 en 4, lid 1, spreekt de Regering zich rechtstreeks uit over het beroep van een commissaris met betrekking tot de regelmatigheid van een inschrijving of de toelaatbaarheid van een student tot de financiering. »

Art. 7. In hetzelfde decreet, wordt de volgende afdeling ingevoegd na artikel 44 :

"Afdeling 2. — Het College van de commissarissen

Art. 44bis. § 1. Er wordt een College van de commissarissen van de Regering bij de hogescholen samengesteld als volgt :

1° de vijf commissarissen bij de hogescholen;

2° de administrateur-generaal die de leiding heeft van het algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of diens afgevaardigde.

De administrateur-generaal die de leiding heeft van het algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of diens afgevaardigde neemt deel aan de vergaderingen van het College met raadgevende stem.

Het College van de commissarissen kan een afgevaardigde van de Regering uitnodigen om deel te nemen aan zijn vergaderingen met raadgevende stem.

§ 2. Het College van de commissarissen beslist, bij consensus, over alle nuttige maatregelen met het oog op :

1° de coherente uitwerking en de coördinatie van het toezicht op de hogescholen;

2° de goede algemene werking van dit toezicht, onder andere door de goede bestemming van de middelen, zowel op materieel als op menselijk vlak, die ter gezamenlijk gebruik van de commissarissen ter beschikking worden gesteld;

3° het oplossen van de punctuele problemen die door de Regering te dien einde aan het College worden voorgelegd.

Indien geen consensus bereikt kan worden binnen het College en indien dit gebrek aan consensus de coherentie en de goede werking van het toezicht op de hogescholen, in het gedrang kan brengen, neemt de Regering de beslissingen om de toestand te verhelpen.

§ 3. Het College van de commissarissen is, bovendien, belast met het inlichten van de Regering en moet haar advies verlenen, uit eigen initiatief of op aanvraag, over elke vraag in verband met het toezicht op de hogescholen.

Bij gebrek aan consensus, vermelden de adviezen de verscheidene opinies voorgedragen binnen het College.

§ 4. Het College van de commissarissen vergadert uit eigen initiatief minstens één maal per kwartaal. Het vergadert, bovendien, op aanvraag van de Regering.

§ 5. Gedurende iedere aanwijzing wordt het College van de commissarissen successief voorgezeten, per periode van één jaar, door ieder van de commissarissen, van de oudste ambtsbekledende ambtenaar tot de jongste, of, indien dit criterium niet toepasbaar is, op de wijze vastgesteld door het College zelf.

Het College van de commissarissen bepaalt de nadere regels voor de inrichting van zijn secretariaat rekening houdend met de zowel materiële als menselijke middelen die ter beschikking worden gesteld van de commissarissen en stelt zijn eigen huishoudelijk reglement op.

Dit reglement moet, in ieder geval, de nadere regels voor het voorzitterschap van het College aanvullen, de werkingsprocedures inrichten en dit per consensus en de vorm bepalen die aan de beslissingen van het College moet worden gegeven alsook de publiciteit ervan.

Dit reglement wordt ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

§ 6. Het College van de commissarissen brengt jaarlijks verslag uit aan de Regering.

Dit verslag bevat de beschrijving van zijn activiteiten, zijn evaluatie van de toezichtsprocedure voor het afgelopen jaar en zijn suggesties voor het komende jaar.

§ 7. De Regering kan de nadere regels vaststellen voor de coördinatie van de werkzaamheden van het College van de commissarissen met deze van andere instellingen die in de sector van het onderwijs gelijkaardige of parallelle bevoegdheden uitoefenen en de te dien einde noodzakelijke structuren op te richten. »

Art. 8. Er wordt een artikel 45bis ingevoegd in hetzelfde decreet, luidend als volgt :

« Art. 45bis. Tot 14 september 2003, in afwijking van artikel 39 van dit decreet, wordt het geldelijk statuut van de directeur van het hoger onderwijs van het korte type die zijn ambt voor 1 september 1996 al bekleedde van toepassing op de commissarissen van de Regering bij de hogescholen gedurende de eerste zes jaren na hun aanwijzing. »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen van het decreet van 17 maart 1997 tot vaststelling van het statuut van de commissarissen bij de hogescholen*

Art. 9. In artikel 1 van het decreet van 17 maart 1997 tot vaststelling van het statuut van de commissarissen bij de hogescholen worden de woorden "bij de Hogescholen van confessionele aard of een van de commissarissen bij de Hogescholen van niet-confessionele aard" afgeschaft.

Art. 10. Er wordt een hoofdstuk IIbis, luidend als volgt, ingevoegd na artikel 5 van hetzelfde decreet :

"HOOFDSTUK IIbis. — De uitoefening van het ambt per aanwijzing voor een periode van vijf jaar

Art. 5bis. Het ambt van commissaris wordt uitgeoefend per aanwijzing voor een periode van vijf jaar.

De aanwijzingen van het geheel van de commissarissen nemen hun aanvang en hun eind noodzakelijkerwijze op dezelfde datum. »

Art. 11. Aan artikel 23 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt aangevuld als volgt :

« 10° indien hij een aanwijzing weigert zonder geldige reden

11° indien hij voor een ander ambt benoemd wordt. »

2° Er wordt een lid 3, luidend als volgt, toegevoegd :

« Bij ontslag van ambtswege, onverminderd de bepalingen bedoeld bij hoofdstuk IV van dit decreet, wordt de commissaris gehoord door een te dien eind ingestelde commissie, samengesteld uit een afgevaardigde van de Regering, de administrateur-generaal die de leiding heeft van het algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van het ministerie van de Franse Gemeenschap en de administrateur-generaal die de leiding heeft van het algemeen bestuur Onderwijspersoneel. »

Art. 12. Artikel 26 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« Bovendien, kan de commissaris een verlof krijgen om een mandaat uit te oefenen binnen de diensten van de Regeringen van de federale Staat, de Gemeenschap en het Gewest, de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie of van de publiekrechtelijke personen die ervan afhangen. »

Art. 13. Er wordt een hoofdstuk *VIIbis*, luidend als volgt, ingevoegd na artikel 32 van hetzelfde decreet :

“HOOFDSTUK *VIIbis*. — *De vervanging van de afwezige commissarissen*

Art. 32*bis*. Bij afwezigheid van een commissaris, voorziet de Regering, desnoods, in diens vervanging. De vervanger is aangewezen tot de terugkeer van de titularis van het ambt.

De hoedanigheid van plaatsvervanger kent geen recht toe om definitief benoemd te zijn. »

HOOFDSTUK III. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 14. De eerste aanwijzing van de commissarissen neemt een aanvang de dag waarop dit decreet in werking treedt.

Art. 15. Artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juli 2000 betreffende de toezichtstaken van de Regeringscommissarissen van de Franse Gemeenschap op de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt afgeschaft.

Art. 16. Dit decreet treedt in werking op 15 september 2003 met uitzondering van de artikelen 4 en 8 die uitwerking hebben met ingang van 1 september 1996.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 2003.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten, Letteren en Audiovisuele Sector,
D. DUCARME

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 426-1. — Commissieamendementen, nr. 426-2. — Verslag, nr. 426-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 15 juli 2003.